L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire

PRISME

Agriculture et Agroalimentaire, une affaire d'experts

30 SEPTEMBRE 2020

DÉCRYPTAGE : les faits marquants de l'actualité commentés par nos experts P. 2

NESTLÉ : Nestlé lance une alternative végétale au thon : après le lait et la viande, le poisson sera-t-il le nouveau champ de développement des substituts ?

LAIT : Hausse de la consommation de lait liquide durant le confinement… une tendance ponctuelle ou durable ?

CÉRÉALES : Récoltes de céréales 2020 en France : un bilan morose... et inquiétant.

TRAÇABILITÉ : L'approvisionnement agroalimentaire face au défi de la zéro déforestation.

FIÈVRE PORCINE AFRICAINE

LA DEMANDE CHINOISE EN VIANDE SOUTENUE POUR PLUSIEURS ANNÉES PAR LA FIÈVRE PORCINE AFRICAINE

L'extension de la fièvre porcine africaine en Chine à partir de 2019 a provoqué une chute de la production nationale de porc. Les difficultés à circonscrire l'épidémie limitent pour le moment le développement de la production. Les substitutions de consommation du porc par le poulet et le développement de son élevage en Chine ne répondent que partiellement à l'ampleur des besoins. Le déficit chinois en viande favorisera au moins jusqu'à 2023 les importations de porc, poulet et bœuf. Mais l'Europe aura des difficultés à faire face sur ce marché à la concurrence des autres grands exportateurs.

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT https://etudes-economiques.credit-agricole.com ▸ Rubrique Secteur ▸ Agriculture et Agroalimentaire

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Décryptage

Nestlé

Nestlé lance une alternative végétale au thon : après le lait et la viande, le poisson sera-t-il le nouveau champ de développement des substituts ?

Nestlé a élargi son offre cet été avec le lancement d'un produit imitant le thon, nommé « Sensational Vuna » sous la marque Garden Gourmet, en Suisse. Le marché pour les alternatives végétales aux produits de la mer est aujourd'hui extrêmement étroit, mais ce lancement pourrait augurer d'une nouvelle expansion de l'offre végétale.

COMMENTAIRE

- Nestlé vient donc de lancer, en Suisse dans un premier temps, le « Sensational Vuna », une alternative végétale au thon, composée de seulement 6 ingrédients, dont de la protéine de pois. Ce lancement pourrait paraître anecdotique mais il illustre la volonté stratégique du géant de l'agroalimentaire d'étendre ses gammes végétales afin de répondre à une tendance de consommation de plus en plus ancrée dans la société : après les substituts à la viande, au fromage ou aux œufs, les offres végétales continuent à se multiplier.
- La maturité de la pénétration du marché par ces différentes offres est encore très hétérogène. Les substituts au lait ont par exemple déjà conquis plus de 10 % du marché américain et voient leur croissance ralentir, quand les alternatives végétales à la viande grignotent des parts de marché en s'appuyant sur d'une forte croissance. À l'inverse, le segment des substituts aux produits de la mer est encore très peu exploité, ce qui lui réserve une belle marge de progression. En France, pays à la tradition culinaire forte, la pénétration de ces alternatives végétales est bien moindre et le dernier bilan de la consommation de produits laitiers publié par FranceAgriMer indique même que la croissance des achats de jus végétaux s'est arrêtée, les volumes achetés reculant de 3,7 % en 2019.
- Le lancement d'alternatives végétales aux produits de la mer répond aux mêmes logiques sous-jacentes que celles misent en avant pour les autres substituts : on y retrouve des notions de bien-être animal, de lutte contre la surexploitation des ressources (surpêche dans le cas présent), ou encore des arguments de santé (crainte des pollutions aux métaux lourds, par exemple).
- Ces logiques se diffusent de plus en plus au sein de la population des pays développés, bien au-delà des partenaires de régime vegan. La cible principale est en fait celle des flexitariens, ceux qui veulent seulement réduire leur consommation de protéine animale, sans pour autant la supprimer complètement.
- Cela pourrait annoncer un avenir prometteur pour les alternatives végétales au poisson, alors que les projets se multiplient : Thai Union (un des leaders de la transformation des produits de la mer, notamment propriétaire de Petit Navire) participe par exemple au Smart Protein Project soutenu par l'Union Européenne, ou encore, plus proche de nous, la start-up Odontella, basée en Nouvelle Aquitaine, a lancé en 2019 une alternative végétale au saumon. Tyson Foods, plus connu pour ses produits carnés, a également investi dans le secteur au travers de la start-up New Wave Foods qui a développé une alternative aux crevettes.
- Sous l'effet cumulé de nouvelles tendances sociétales, d'une gamme de produits en développement et de l'intérêt des géants agroalimentaire, le contexte est favorable au développement des offres végétales notamment aux substituts des produits de la mer. Un développement qui n'en est qu'à son extrême commencement et pour lequel le « Sensational Vuna » pourrait faire office de premier test.

Lait

Hausse de la consommation de lait liquide durant le confinement… une tendance ponctuelle ou durable ?

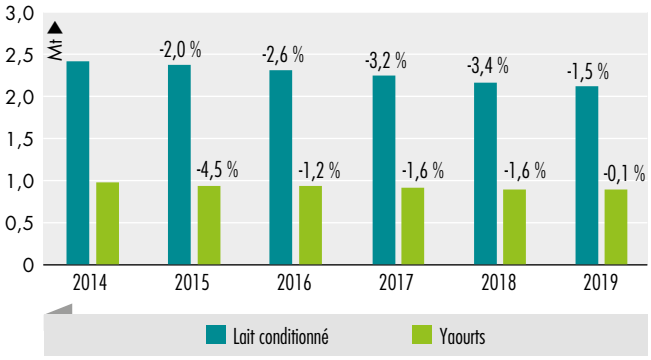
Pendant le confinement, les ventes de lait liquide ont fortement augmenté. Cette tendance bien que très positive pour les industriels demande toutefois à se confirmer puisqu'avant cet épisode exceptionnel lié à la crise sanitaire, la consommation de lait liquide était en diminution régulière. La plupart des acteurs avaient néanmoins réussi à compenser ces pertes de volumes via des efforts marketing.

COMMENTAIRE

- Lors du confinement les volumes de la RHF se sont transférés massivement vers la GMS. Durant cette période les consommateurs ont favorisé les produits « rassurants » et « bruts » offrant un retour notable du « fait maison ». Le lait liquide a largement profité de cette tendance mettant parfois les outils industriels de production en tension. Ceux-ci se sont adaptés à cette surconsommation de lait liquide ponctuelle en limitant parfois leurs gammes aux produits à plus forte rotation.
- Le peu de recul sur la consommation de lait liquide depuis la fin du confinement ne permet pas d'affirmer que cette tendance conjoncturelle puisse se confirmer sur long terme. En effet, il ne faut pas oublier que depuis le début des années 2010, la consommation en volume de lait liquide et de yaourts est en constante diminution. Originellement élevée dans les pays occidentaux la consommation de lait par habitant a été affectée tant par la remise en cause des bienfaits du lait « animal » au niveau santé que par des modifications des modes de vie et d'alimentation impactant parfois la place du petit-déjeuner. La filière a donc subi un recul des volumes de 2 à 3 % par an faisant apparaître des surcapacités des outils de transformation.

- Ces dernières années même si les industriels ont amorti l'impact de cette baisse de consommation de lait de vache grâce à des techniques de segmentations marketing permettant d'augmenter la valeur, ce sont surtout les offres alternatives au « lait standard » qui ont permis de trouver des relais de croissance pour les PGC (brebis, chèvre, bio, végétal). Cependant malgré des hausses à deux chiffres de ces segments, ils ne représentent toujours qu'une part minoritaire du mix produit. Plus spécifiquement sur le lait liquide, au-delà du succès du bio, la filière a diversifié son offre afin de répondre aux attentes des consommateurs. Les exemples sont nombreux : sans OGM, rémunération équitable des éleveurs, bas carbone, filière spécifique de recyclage, bien-être animal, accès aux pâturages, etc. les démarches pouvant se cumuler au risque de perdre les consommateurs. La plupart de ces offres restent des niches proposées par des acteurs locaux et finalement, seul « c'est qui le patron ?! » a réussi à atteindre des volumes conséquents tout en restant très éloigné des leaders (env. 180 millions de litres depuis le lancement en 2016). Néanmoins ceci contribue à faire monter en gamme le lait standard, ce qu'a bien compris la profession avec la démarche « France terre de lait » mettant en avant nombre d'engagements à horizon 2025. Or le consommateur, d'après certains sondages, était prêt à payer 5 à 10 % de plus pour des produits de qualité. Mais c'était avant les conséquences de la crise de la Covid.
- L'année 2020 restera sans aucun doute atypique sur le plan de la consommation. Néanmoins, il est vraisemblable que les tendances plus structurantes reviennent au-devant de la scène, parfois en étant accentuées. Ainsi, la pression sur les prix qui avait été maîtrisée sur la filière lait notamment grâce aux États Généraux va certainement redevenir d'actualité. D'ailleurs, les enseignes communiquent d'ores et déjà sur le pouvoir d'achat et les premiers retours des circuits de distribution semblent démontrer que le prix est à nouveau très important alors que pendant le confinement le consommateur recherchait d'abord la proximité du magasin.

Consommation de lait conditionné et yaourts (volumes/tonnes - France)



Source : FranceAgriMer.

Céréales

Récoltes de céréales 2020 en France : un bilan morose... et inquiétant

À l'heure des comptes au lendemain de la moisson 2020, le constat est sans appel : après 2003 et 2016, la France a connu sa 3e pire récolte en termes de volumes suite à des conditions climatiques compliquées tout le long du cycle de production, depuis les semis jusqu'au remplissage des grains. Cette situation est en passe de remettre en cause un point fort que la Ferme France avait longtemps honoré à savoir la régularité pluriannuelle de sa production. Cette situation va-t-elle redistribuer les cartes en termes de débouchés ?

COMMENTAIRE

Tous les analystes pensaient que l'année 2016, marquée par une récolte catastrophique avec 27,5 millions de tonnes de blé tendre versus 37 millions de tonnes, moyenne 2011-2014, constituait un accident ponctuel. Force est de constater que depuis cette campagne, les variations interannuelles de production sont de plus en plus élevées et sans commune mesure avec ce qui se passait auparavant (Figure 1). Les incidents climatiques comme l'intensité des pluies durant le cycle végétatif des cultures, les gels ponctuels et localisés et les épisodes de sécheresse automnal et/ou printanier, se sont installés de façon maintenant récurrente dans les plaines françaises : cela impacte à la fois les surfaces qui ne peuvent être semées et le rendement qui ne peut pas exprimer son potentiel. Ce sont les régions situées en zones intermédiaires qui sont les plus touchées par cette instabilité climatique à répétition. Seule la région des Hauts de France s'en tire plutôt bien profitant d'un climat encore favorable et surtout d'un capital « terre » toujours aussi fertile.

Évolution production blé tendre en France

Figure 1 - Source : Stratégies Grains – FranceAgrimer.

Face à ce constat, la France est donc en passe de perdre un de ses points forts basé sur la régularité interannuelle de sa production en volume et en qualité, élément rassurant pour répondre de manière satisfaisante à l'ensemble des débouchés. C'est en particulier vrai pour le marché à l'export car malgré les faibles niveaux de production de céréales (2003 - 2016 - 2020), ces productions ont très largement suffi à répondre à l'ensemble des besoins domestiques qui sont en moyenne de l'ordre de 15 millions de tonnes pour le blé tendre (Figure 2). Les grands négociants internationaux ont longtemps considéré les origines françaises comme une valeur sûre car présentes en volume et en qualité chaque année et tout le long de l'année. Certains d'entre eux positionnaient la France comme étant le grenier de « réserves » de blé tendre dans le monde et surtout en 2e partie de campagne. Aussi la principale victime des caprices de la météo et des conséquences du réchauffement climatique en termes de débouché en France, sera l'export avec un disponible exportable variant sensiblement d'une année sur l'autre. Pour preuve, avec la 2e meilleure récolte de blé tendre en 2019 (39,5 millions de tonnes), la France a pulvérisé son record sur les exportations vers les pays tiers avec 13,4 millions de tonnes en pleine crise sanitaire liée à la Covid-19. Avec cette nouvelle récolte 2020, les premières prévisions du récent Conseil Spécialisé des Céréales de FranceAgrimer tablent sur une réduction de plus de la moitié par rapport à la précédente campagne avec 6,6 millions de tonnes exportées vers les pays tiers. C'est à nouveau un mauvais signal envoyé au marché, le précédent datant seulement de 2016 avec 4,9 millions de tonnes destinées aux pays tiers. Dans le même temps, la Russie assure depuis 5 ans une certaine régularité de sa production et devrait connaître sa 2e meilleure récolte avec 82 millions de tonnes et 39 millions de tonnes de disponible exportable. Il faut aussi y adjoindre les bons résultats dans les États Baltes (Lituanie et Lettonie) qui sont particulièrement présents à l'export pays tiers en ce début de campagne 2020/21.

Évolution des débouchés du blé tendre en France

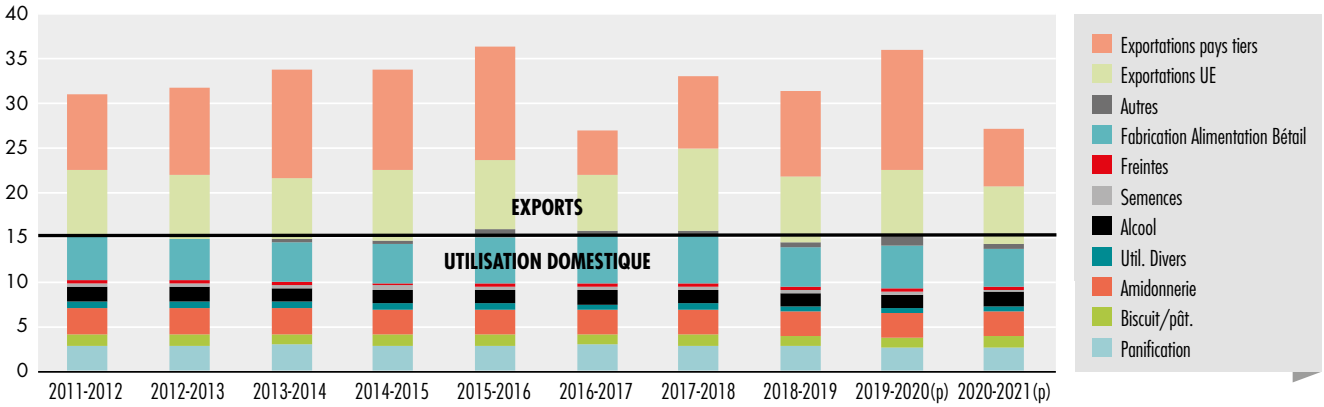


Figure 2 - Source : FranceAgriMer.

Dans ce contexte amer, on peut toutefois relever que cette maigre récolte 2020 est dotée d'une bonne qualité (à la différence de 2016) certainement propice pour se différencier de la forte concurrence. C'est probablement tout l'enjeu de la filière céréalière française de s'inscrire dans une démarche qualitative plus prégnante que les années précédentes où le volume était plutôt la règle. C'est d'autant plus urgent à l'heure où l'Office d'État algérien s'active à ouvrir le cahier des charges du blé tendre aux origines russes (probablement lors des prochains appels d'offres d'octobre ou novembre 2020), et que l'Algérie représente en moyenne 55 % des exportations de blé tendre français vers les pays tiers. À suivre.

Traçabilité

L'approvisionnement agroalimentaire face au défi de la zéro déforestation

Face à la déforestation, les multinationales de l'agroalimentaire investissent dans les technologies de surveillance radar et satellite en temps réel pour sécuriser leur chaîne d'approvisionnement espérant ne pas être associées au phénomène, auprès du grand public mais aussi des financiers, ces derniers craignant un préjudice de réputation indirectement. Les grands négociants sont particulièrement impliqués, sous la pression des ONG.

▸ COMMENTAIRE

La déforestation des forêts tropicales fait les gros titres sous le prisme du réchauffement climatique

- Près de 13 millions d'hectares sont déboisés chaque année essentiellement dans des forêts tropicales. 80 % de la déforestation est imputable à l'expansion des terres agricoles pour produire principalement du soja, du bœuf et l'huile de palme. Si les engagements pris en 2010 d'aller vers le zéro déforestation d'ici 2020 dans le cadre du Consumer Goods Forum traduisent une prise de conscience croissante de l'agro-industrie de ce problème à l'échelle mondiale, le sujet demeure brûlant d'actualité année après année avec les nombreux incendies relevés en Indonésie et en Amazonie, et avec elle la perte de biodiversité, l'accaparement des terres en violation des droits humains.
- Au Brésil, les chiffres du gouvernement montrent encore une forte augmentation de l'élevage commercial illégal de bétail dans des zones protégées de l'Amazonie brésilienne et une hausse record des surfaces de soja.

La déforestation importée européenne dans le viseur des ONG

- Selon une ONG, un cinquième des importations de soja de l'UE en provenance du Brésil pourrait provenir de terres déboisées illégalement. Bien que les importations chinoises représentent 64 % des débouchés du soja brésilien avec des besoins croissants, l'Europe et ses industriels constituent la cible privilégiée des ONG dénonçant la déforestation importée. Selon le Parlement européen, la consommation de l'Union d'huile de palme, de viande, de soja, de cacao, de maïs, de bois, de caoutchouc contribue à hauteur de 10 % de la déforestation mondiale.

Mobilisation des autorités européennes contre la déforestation importée par défaut

- Faute de pouvoir agir directement pour la préservation des forêts tropicales en amont auprès des pays concernés, les autorités s'emploient à restreindre le débouché des produits importés au prix de possibles rétorsions commerciales.
- La Grande-Bretagne doit accueillir le prochain sommet des nations unies sur le climat et lance actuellement une consultation sur une nouvelle loi visant à obliger les industriels à nettoyer leurs chaînes d'approvisionnement en leur infligeant une amende si elles utilisaient des produits cultivés sur des terres illégalement déboisées. Quant à l'Union, elle s'est difficilement résolue à écarter l'utilisation de l'huile de palme en agro carburant à l'horizon 2030. Son parlement propose une résolution contribuant à l'amélioration de la durabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaires, loin d'être adoptée.

Obligation d'une surveillance effective de la chaîne d'approvisionnement par les industriels

- La mise en œuvre des démarches de certification d'une huile de palme durable a contribué au développement progressif de systèmes de surveillance des approvisionnements issus des fournisseurs directs et plus difficilement indirects permettant de tracer ceux non issus de territoires défrichés. Les grands négociants agricoles, citons ADM et Cargill, disposent de solutions technologiques basées sur la surveillance par satellite et radar permettant de déterminer en temps réel la provenance de leurs approvisionnements avec une vigilance accrue sur les zones sensibles. Les multinationales n'en disposant pas sont désormais sommées publiquement par les ONG de s'équiper, pour se prémunir de commercialiser du bétail illégal. La traçabilité exigée à l'amont par les multinationales de la transformation, l'est aussi pour toute la chaîne d'approvisionnement par les distributeurs alimentaires et les financeurs dont aucun ne veut être désigné directement ou indirectement responsable de la déforestation auprès du grand public. Avec la crainte d'un préjudice d'image à l'heure des réseaux sociaux et de l'emballement médiatique, pouvant aller jusqu'au boycott de produits, l'adoption de ces systèmes pas infaillibles par ces acteurs atteste d'une politique de contrôle de la supply-chain volontariste pour se prémunir du risque, sans constituer véritablement une garantie totale qui emprunterait davantage la voie de la substitution.

LA DEMANDE CHINOISE EN VIANDE, SOUTENUE POUR PLUSIEURS ANNÉES PAR LA FIÈVRE PORCINE AFRICAINE

L'extension de la fièvre porcine africaine en Chine à partir de 2019 a provoqué une chute de la production nationale de porc. Les difficultés à circonscrire l'épidémie limitent pour le moment le développement de la production. Les substitutions de consommation du porc par le poulet et le développement de son élevage en Chine ne répondent que partiellement à l'ampleur des besoins. Le déficit chinois en viande favorisera au moins jusqu'à 2023 les importations de porc, poulet et bœuf. Mais l'Europe aura des difficultés à faire face sur ce marché à la concurrence des autres grands exportateurs.

Porc : une filière à reconstruire, une concurrence exacerbée pour les exportations vers la Chine

Les facteurs favorables à sa diffusion ont été les importants transports d'animaux vivants…

Avant l'extension de la fièvre porcine africaine (FPA), la viande de porc représentait presque les deux tiers de la consommation de viande des Chinois, soit en 2018 près de 40 kg équivalent carcasse annuels. La forte préférence des Chinois pour cette viande fait qu'ils y consacrent une part importante de leur budget alimentaire et par conséquent les disparités de niveau de vie entre villes et campagnes rendent sa consommation inégale sur le territoire.

Même si les porcs sont traditionnellement élevés en Chine dans des systèmes domestiques de basse-cour, le développement de l'élevage au cours des années 2000 et 2010 s'est avant tout réalisé à distance des noyaux urbains et des campagnes les plus peuplées. La réponse aux besoins croissants d'une Chine plus riche, plus peuplée et plus urbanisée passait par la construction d'élevages plus efficients et de grande capacité, dans les zones les moins contraintes par les limites environnementales, à proximité de la production des grains nécessaires à l'alimentation des animaux, comme par exemple dans le Nord-est.

Les autorités chinoises ont orienté le développement de la production dans ce sens, mais l'élevage standardisé ne représentait en 2018 que 25 % de la production, contre 50 % pour les petits élevages commerciaux familiaux et 25 % pour l'élevage domestique.

Seul un vaccin contre la FPA pourrait accélérer la reprise…

Contrairement aux développements récents de l'élevage, l'abattage des porcs se réalise très majoritairement à proximité des zones les plus peuplées, ce qui occasionne un important transport d'animaux vivants. Les Chinois achètent majoritairement leur viande non réfrigérée, issus d'animaux fraîchement abattus, sur les marchés extérieurs ou *wetmarkets*, avant de la cuisiner le jour même. Le développement, encore timide à l'échelle du pays-continent, des chaînes de supermarchés et des circuits froids est toutefois à la fois le signe et le précurseur d'une occidentalisation des habitudes.

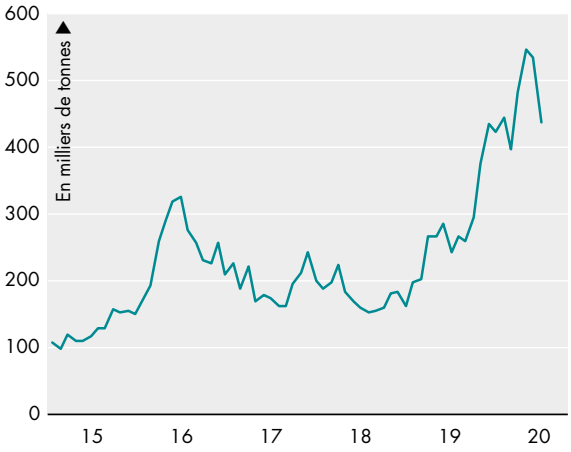
Signalée pour la première fois dans le nord-ouest du pays en août 2018, la FPA s'est étendue rapidement dans les élevages porcins de toutes les provinces chinoises. Les facteurs favorables à sa diffusion ont été les importants transports d'animaux vivants, l'insuffisance des mesures de biosécurité dans la grande majorité des élevages, moyens de transport, abattoirs et l'alimentation à partir de restes de cuisine dans les élevages domestiques. En raison de sa forte léthalité, les mesures recommandées lors de l'identification d'un foyer sont l'éradication des suidés sauvages et domestiques dans un périmètre de plusieurs km autour du foyer et le respect de mesures de quarantaine sans animaux dans ce périmètre. Dans cet épisode chinois, le manque d'indemnisation des producteurs touchés par le virus et leur incapacité à s'en protéger les a incités à liquider leur cheptel, provoquant des abattages massifs et un afflux de viande sur le marché au premier semestre 2019. La montée des prix du porc ne s'est ainsi manifestée qu'une fois la décapitalisation enrayée, à partir de juillet 2019. Ils fluctuent depuis lors autour de 6 €/kg carcasse contre 2,30 €/kg avant la crise. Entre-temps le cheptel national porcin s'est réduit de 50 %.

Les constructions de grands élevages se sont accélérées grâce à l'intervention du gouvernement, qui soutient pleinement les grands projets. Mais le repeuplement des bâtiments d'élevage est freiné par la pénurie de reproducteurs et le manque de personnel qualifié et c'est de plus trouvé entravé par l'arrêt du pays début 2020 en raison de la Covid-19. Malgré la persistance du virus de la FPA en Chine, le cheptel porcin se reconstruit depuis début 2020. Il faudra malgré cela certainement attendre 2023-2024 avant de retrouver une production proche de celle d'avant la crise sanitaire. Seul un vaccin contre la FPA pourrait accélérer la reprise, mais sa mise au point est encore incertaine. La baisse des disponibilités a conduit à une baisse irrévocable de la consommation nationale, qui n'est que très partiellement compensée par des importations, certes en forte croissance.

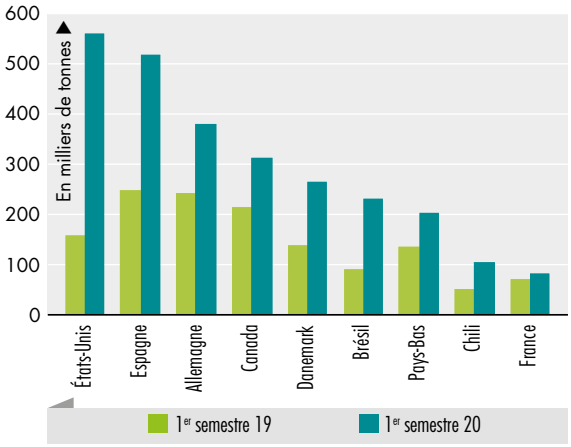
En 2018, la production chinoise représentait la moitié de la production porcine mondiale

À son plus fort niveau en 2018, la production chinoise (55 millions de tonnes équivalent carcasse), représentait la moitié de la production porcine mondiale contre 21 % pour l'Union européenne et 11 % pour les États-Unis. Quasiment autosuffisante, les importations ne représentaient en 2018 qu'une faible part (3 %) de la consommation chinoise. Ces flux sont néanmoins très importants et font de la Chine le premier importateur mondial de porc. Depuis 2014, les volumes importés ne cessent de progresser, habituellement composés d'abats et co-produits, mais de plus en plus de viande lorsque les besoins manquent. L'UE assurait les deux tiers des approvisionnements en 2019 et la forte demande chinoise a conduit à une intensification du commerce international avec des prix plus élevés en Europe. Le prix du porc en France a ainsi bondi de 30 % entre janvier 2019 et janvier 2020, occasionnant une hausse des revenus des éleveurs mais des pressions sur les transformateurs, en difficulté pour répercuter la montée des prix à la distribution.

Évolution des importations mensuelles chinoises de viande et produits du porc



Évolution des importations semestrielles chinoises de viande de porc et sous-produits selon les fournisseurs



La pandémie de Covid-19 a ralenti en début d'année 2020 les flux d'exportations vers la Chine aussi bien qu'elle a perturbé les circuits commerciaux en Europe. Les prix du porc sur le marché européen ont chuté au premier semestre 2020 (-15 % en France), pour se stabiliser ensuite pendant plusieurs semaines à un niveau en deçà des attentes et à une saison où les cours s'animent habituellement. Malgré une hausse de 71 % des volumes exportés d'Europe vers la Chine au premier semestre 2020, les parts de marché de l'UE se sont réduites à 57 % des importations chinoises (-7 points). Même si la France ne représente que 5 % des exportations de l'UE vers la Chine, le rôle de cette dernière dans l'orientation des prix français est fondamental car ce pays représente le quart des expéditions au départ de la France et surtout car c'est un débouché majeur pour une Europe dans laquelle les prix du porc dans tous les pays sont fortement liés. À ce titre une menace vient du renforcement de la concurrence extra-européenne. Les États-Unis ont au premier semestre 2020 multiplié leurs exportations par 3,5 points pour représenter 20 % des importations chinoises (+9 points). Le Brésil a également augmenté ses parts de marché de 6 points, au contraire du Canada qui a perdu 3 points.

Volailles de chair : un développement de la production et des importations tiré par la demande

Les productions de palmipèdes, constituent également une part importante de la consommation de volaille en Chine...

Deuxième viande consommée en Chine en 2019, la volaille de chair a connu une expansion rapide depuis le début des années 1990 (+ 7 %/an) jusqu'aux crises sanitaires de 2013-2017 à partir desquelles la production s'est stabilisée. La production nationale atteint 20,5 millions de téc. en 2018 et la consommation 14,7 kgéc. par habitant. Le poulet blanc, représentant le tiers de la production de volailles et issu de souches importées à croissance rapide, est le principal segment de marché destiné à la distribution et à la restauration principalement vendu sous forme de découpes congelées. La production traditionnelle de poulets colorés (22 % de la production), de souches locales à croissance lente, est quant à elle commercialisée essentiellement en vif sur les marchés ou en supermarchés. Enfin les productions de palmipèdes (canard 27 % et oies 9 % de la production nationale de volailles), constituent également une part importante de la consommation de volaille en Chine, avec le canard pékin, principalement apprécié sous forme d'abats dans le sud et entier dans le nord du pays.

Au sein des pays de l'UE, c'est avant tout la Pologne qui a profité de hausses d'exportations

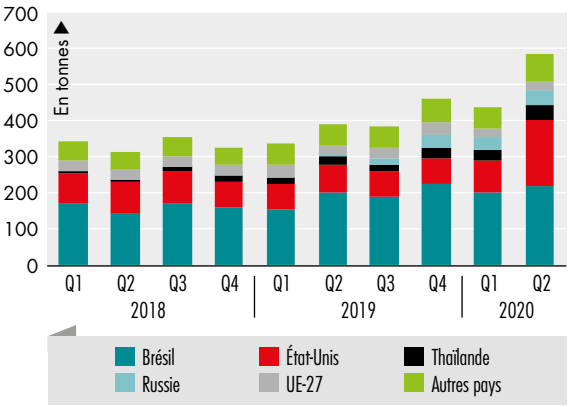
Malgré le déficit que connaît le secteur de l'accouvage depuis 2015 en parentaux et grand-parentaux, c'est-à-dire la succession de générations de souches de volailles permettant de fournir des poussins en grand nombre pour la production commerciale de poulets, la volaille de chair a connu une expansion rapide en 2019 (+ 12,3 %) suite à la hausse vertigineuse des prix du porc. Avec des perspectives à moyen terme prometteuses sur la volaille, de nombreuses entreprises d'élevage en intégration avec la fabrication d'aliment ont développé la production avicole afin de combler, pour partie, la chute de l'offre en porc. Si la crise Covid-19 a freiné cet élan, en perturbant la chaîne logistique à tous les niveaux, la demande semble repartir depuis mi-juillet 2020 avec des prix du poulet qui augmentent. Les mesures sanitaires, notamment la fermeture de marchés traditionnels et le développement du foodservice, pourraient toutefois contribuer à modifier sensiblement la demande vers plus de découpes congelées et de poulet blanc.

Depuis le début de la crise FPA, les importations chinoises en viande de volaille ont suivi une nette progression

La Chine s'approvisionne majoritairement en volailles sur son marché intérieur, ce qu'exprime le taux d'autosuffisance de 96 % en 2019. Les importations se font majoritairement en provenance du Brésil (49 %) et des États-Unis (18 %) et sont constituées avant tout d'ailes congelées et d'abats (pattes entre autres). Depuis le début de la crise FPA, les importations chinoises en viande de volaille ont suivi une nette progression, en provenance du Brésil, de la Thaïlande et de la Russie et depuis 2020 des États-Unis suite à une décision du gouvernement chinois de rendre l'agrément export à 170 abattoirs après 5 années d'embargo. Au sein des pays de l'UE, c'est avant tout la Pologne qui a profité de hausses d'exportations. Le rachat d'un des principaux transformateurs de porc et volaille en Pologne, Animex Foods, par le groupe chinois WH Group en mai 2019, suggère en outre des modalités d'agrément et d'exportations facilitées. Toutefois, les envois polonais vers la Chine ont été arrêtés en début d'année 2020 en raison de multiples foyers d'influenza aviaire identifiés dans le pays.

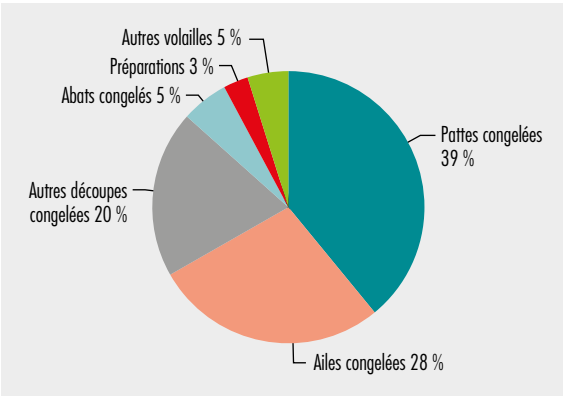
Pour la France, le marché chinois correspond à 3,7 % des exportations de volailles françaises en volume et 3,5 % en valeur en 2019. Avec une stratégie nationale de plus en plus orientée vers la production de découpes désossées pour approvisionner le marché intérieur, la valorisation de l'ensemble de la carcasse est un des déterminants de la compétitivité de la filière avicole française. Si des opportunités de valorisation de coproduits de carcasse en alimentation humaine sont à saisir par les exportateurs français ceux-ci devront faire face à la concurrence des principaux exportateurs mondiaux, très présents sur les marchés chinois au travers de relations historiques (Brésil) ou par le biais de partenaires de groupes implantés en Chine (WH Group, CP group) et en mesure de fournir d'importants volumes.

Évolution des exportations de viande et abats de volaille vers la Chine par les principaux fournisseurs



Source : ITAVI d'après TradeDataMonitor.

Importations chinoises de viande et abats de volaille par produit en 2019



Source : ITAVI d'après TradeDataMonitor.

Viande bovine : la hausse de la demande profite aux grands exportateurs mondiaux

Depuis une vingtaine d'années, la consommation de viande bovine augmente régulièrement, notamment en restauration hors-foyer

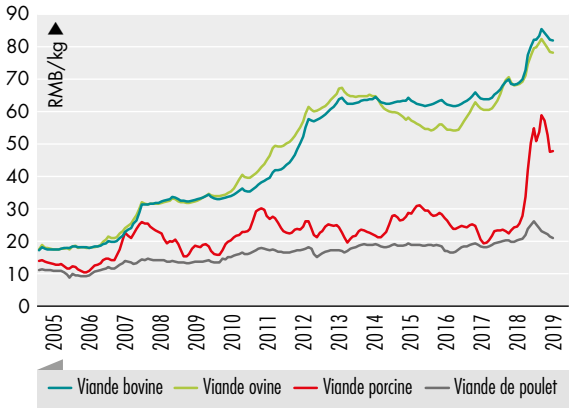
La viande bovine n'entre pas dans la liste des aliments emblématiques de la culture chinoise. À côté de celles du porc, du soja, du riz et du blé, la consommation de bœuf a longtemps été limitée pour des raisons économiques et sociologiques. La progression du niveau de vie, l'influence des cuisines étrangères et l'évolution de la société ont concouru à la hausse de la consommation en dehors des zones traditionnelles, qui sont les régions pastorales ou à forte minorité musulmane du nord et de l'ouest. Depuis une vingtaine d'années, la consommation de viande bovine augmente régulièrement, notamment en restauration hors-foyer. Estimée à, 6,3 kgéc/hab. en 2018, elle demeure limitée et n'est que la troisième viande consommée dans le pays, après celles de porc et de volaille.

Pour répondre à cette hausse de la consommation, la production chinoise a fortement progressé, passant de 1,2 million de tonnes en 1990 jusqu'à atteindre un plateau à 6,1 millions de tonnes de 2007 à 2016, avant de renouer avec la croissance depuis 2017. Elle reste cependant contrainte par de nombreuses limites, économiques comme techniques. Le déséquilibre offre-demande n'a cessé de s'accroître à partir de 2012, entraînant une très forte hausse des cours. Les importations se sont envolées et la Chine (avec Hong-Kong) est devenue le premier importateur mondial de viande bovine en 2017. En 2018, les importations légales et illégales ont représenté 27 % de l'offre totale en viande bovine en Chine, contre 3 % en 2008.

La viande bovine pourtant déjà chère, est apparue comme un des substituts au manque de viande porcine dans le pays, suite aux ravages de la FPA. Mais le cycle long de production bovine n'a pas permis de satisfaire la hausse soudaine de la demande. Malgré une hausse de la production de 3,6 % en 2019, les prix de détail se sont une fois de plus envolés pour établir un nouveau record historique à 85 RMB/kg (10 €/kg). Cependant, l'écart de prix avec la viande de porc s'est réduit favorisant encore la consommation de viande bovine. Les prix des animaux maigres et gras ont également atteint des niveaux inégalés, redynamisant les maillons naissage et engraissement. Si la crise de la Covid-19 a perturbé la chaîne logistique pendant quelques semaines, elle n'a pas fondamentalement affecté la filière dont les prix sont restés élevés tout au long du premier semestre 2020. Cependant, la crise Covid-19 a également eu une conséquence indirecte sur les importations illégales. Pour tenter d'éviter toute entrée ou sortie d'animaux malades, les autorités chinoises ont renforcé leurs contrôles aux frontières, notamment dans le sud du pays, où rentrent illégalement de la viande et des animaux en provenance du Vietnam et du Myanmar.

La crise Covid-19 a également eu une conséquence indirecte sur les importations illégales

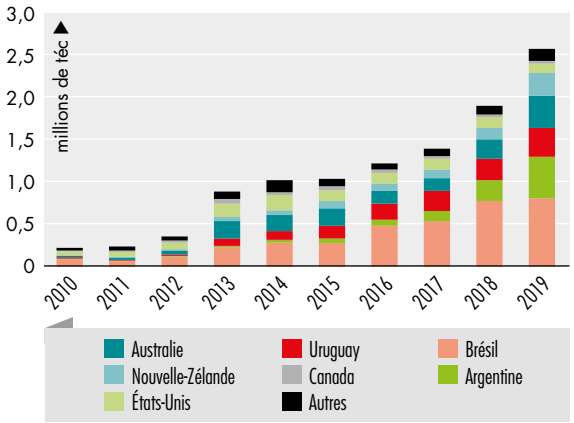
Évolution des prix des viandes en Chine



Source : Abcis d'après ministère chinois de l'agriculture.

Pour compenser cette offre insuffisante, la Chine a accéléré l'ouverture de ses frontières en 2019 et début 2020 en agréant un nombre important de nouveaux abattoirs et en autorisant la viande bovine de nouveaux pays sur son marché. Le rythme de croissance des importations chinoises a atteint 36 % en 2018 et 2019, renforçant encore la dépendance chinoise en viande bovine. En 2019, 90 % des volumes supplémentaires échangés sur le marché mondial ont ainsi été captés par la Chine continentale et Hong-Kong. Mais l'appétit chinois a entraîné une forte hausse des prix chez les 5 principaux pays fournisseurs, qui totalisent 95 % des volumes importés par la Chine, et a accentué l'interdépendance à l'œuvre depuis plusieurs années. Près de 43 % des exportations brésiliennes de viande bovine, 56 % des envois uruguayens et 75 % des expéditions argentines ont pris la route de la Chine en 2019.

Évolution des importations chinoises de viande bovine



Source : Abcis d'après Trademap.

L'Union européenne et la France en particulier sont restées à l'écart de cette frénésie, compte tenu des récentes levées d'embargo de la Chine et des faibles volumes expédiés. Dans le contexte actuel de prix élevés de la viande en Chine et de diversification des sources d'approvisionnement en viande bovine, la viande bovine française peut trouver un marché de niche sur le marché chinois. Cependant, les volumes devraient, dans un premier temps, être limités par les restrictions imposées par les autorités chinoises mais également par le prix face à la concurrence des autres viandes importées et la méconnaissance de la viande française.

La croissance des importations chinoises de viande ne profitera que partiellement à l'Europe

En poulet, les dynamiques actuelles sont à l'avantage du Brésil, des États-Unis, de la Thaïlande et même de la Russie

Dans les années à venir, le rebond de la production chinoise de volailles et de bœuf n'offrira qu'une réponse partielle au déficit national de production porcine. Si les substitutions de consommation avantageront le bœuf et surtout la volaille au cours des prochaines années, la hausse progressive de la production porcine déjà amorcée en 2020 devrait in fine rétablir partiellement les équilibres de consommation entre viandes antérieures à 2018. En l'absence de vaccin probant contre la FPA, cette reconstitution du cheptel porcin devrait toutefois prendre plusieurs années, au rythme de construction ou modernisation de complexes d'élevages biosécurisés, encore largement minoritaires dans le pays, et d'importation de reproducteurs sains.

Les importations chinoises toutes viandes confondues devraient poursuivre leur croissance, malgré la crise Covid-19 qui donne un coup de frein logistique et sanitaire, et dont les répercussions économiques à moyen terme vont affecter la demande des Chinois. Ces importations continueront à ne représenter qu'une portion limitée de la consommation chinoise, via les circuits de distribution réfrigérée et les débouchés urbains.

Dans cette bataille pour l'accès au marché chinois des viandes, l'Europe, malgré une position très dominante sur le porc, aura des difficultés à tirer son épingle du jeu. En poulet, les dynamiques actuelles sont à l'avantage du Brésil, des États-Unis, de la Thaïlande et même de la Russie, entrée sur ce marché en 2018. En viande bovine, les exportateurs sud-américains et océaniens laissent peu de place à la concurrence. En porc, les évolutions récentes ne sont pas non plus favorables à l'Europe. Plusieurs cas de FPA ont été identifiés en Allemagne chez des sangliers sauvages depuis le 9 septembre dernier, ce qui a occasionné l'arrêt des exportations de porc allemand vers la Chine et d'autres pays asiatiques.

C'est donc près d'un quart des exportations européennes qui sont menacées si elles ne trouvent pas de relais auprès d'autres exportateurs tels que l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas ou la France. Les États-Unis et le Brésil, dont les positions à l'export vers la Chine se sont renforcées depuis le début de 2020, semblent déjà prêts pour se substituer au moins en partie à l'Allemagne.

PRISME - 30
L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire - Septembre 2020

Directeur de la publication : Philippe CHAPUIS
Rédacteur en chef : Isabelle JOB-BAZILLE
Rédacteurs : Axel Retali, Xavier Cassedanne, Arnaud Rey, Frédéric Tessier, ABCIS.

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A., à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification, Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Réalisation : Atelier ART6 - Photos : 123rf - IStock.

PRISME - 30

L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire - Septembre 2020

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

https://etudes-economiques.credit-agricole.com
- Rubrique Secteur
- Agriculture et Agroalimentaire

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

papiers
Avec Ecofolio tous les papiers se recyclent.